

RCS : PONTOISE Code greffe : 7802

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de PONTOISE atteste l'exactitude des informations
transmises ci-après**

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 2000 B 01637 Numéro SIREN : 432 509 362 Nom ou dénomination : LES ATELIERS DE BONNEUIL ET DE PONT DU GARD

Ce dépôt a été enregistré le 13/08/2019 sous le numéro de dépôt 10821



Vincent Guillemain

COMMISSAIRE AUX COMPTES

INSCRIT SUR LA LISTE NATIONALE DES COMMISSAIRES AUX COMPTES,
RATTACHE A LA CRCC DE BORDEAUX



**S.A.S." LES ATELIERS DE BONNEUIL
ET DE PONT DU GARD"**

7, CHEMIN DE LA PISTE

95500 BONNEUIL EN FRANCE

RAPPORTS DE COMMISSARIAT AUX COMPTES

EXERCICE CLOS LE 30/09/2018

Rue de la Blancherie – AQUILAE
Immeuble Bistre – 2^{ème} étage
33370 ARTIGUES PRES BORDEAUX

SIRET 442 499 174 000 54 - APE 741 C

Tél. : 0.547 500 530 – Fax : 0 547 500 544

E-mail : contact@3g-guillemain.fr

Site internet : www.3g-guillemain.fr

F039 V1 DU 20/10/2017



DEFI

S.A.S. « LES ATELIERS DE BONNEUIL ET DE PONT DU GARD »

7, Chemin de la Piste
95500 – BONNEUIL EN FRANCE
Capital social : 39 000 €

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 30/09/2018

A l'Assemblée Générale de la société,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société LES ATELIERS DE BONNEUIL ET DE PONT DU GARD relatifs à l'exercice clos le 30/09/2018, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 01/10/2017 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.823-9 et R. 823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux associés

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Président et dans les autres documents adressés aux associés sur la situation financière et les comptes annuels.

En application de la loi, nous vous signalons que les informations relatives aux délais de paiement prévues à l'article D.441-4 du code de commerce, pris en application de l'article L.441-6-1 dudit code, ne sont pas mentionnées dans le rapport de gestion.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Président.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Artigues-Près-Bordeaux, le 12 mars 2019


Vincent GUILLEMIN
Commissaire aux Comptes
Membre de la Compagnie Régionale de Bordeaux

BILAN ACTIF

ACTIF		Exercice N 30/09/2018 12			Exercice N-1 30/09/2017 12	Ecart N / N-1	
		Brut	Amortissements et dépréciations (à déduire)	Net	Net	Euros	%
ACTIF IMMOBILISÉ	Capital souscrit non appelé (I)						
	Immobilisations incorporelles						
	Frais d'établissement						
	Frais de développement						
	Concessions, brevets et droits similaires						
	Fonds commercial (1)						
	Autres immobilisations incorporelles						
	Avances et acomptes						
	Immobilisations corporelles						
	Terrains						
	Constructions						
	Installations techniques, matériel et outillage	1 741 086	1 061 002	680 084	906 732	226 648	25.00
	Autres immobilisations corporelles	185 870	113 706	72 164	43 316	28 848	66.60
	Immobilisations en cours						
	Avances et acomptes						
	Immobilisations financières (2)						
	Participations mises en équivalence						
	Autres participations						
	Créances rattachées à des participations						
	Autres titres immobilisés						
	Prêts						
	Autres immobilisations financières						
Total II		1 926 957	1 174 708	752 248	950 048	197 800	20.82
ACTIF CIRCULANT	Stocks et en cours						
	Matières premières, approvisionnements	4 747		4 747	1 763	2 984	169.28
	En-cours de production de biens						
	En-cours de production de services						
	Produits intermédiaires et finis						
	Marchandises						
	Avances et acomptes versés sur commandes				1 500	1 500	100.00
	Créances (3)						
	Clients et comptes rattachés	238 847	74 451	164 396	344 093	179 697	52.22
	Autres créances	145 845		145 845	134 392	11 452	8.52
	Capital souscrit - appelé, non versé						
	Valeurs mobilières de placement						
	Disponibilités	77		77	55 689	55 612	99.86
	Charges constatées d'avance (3)	3 892		3 892	2 700	1 192	44.15
Total III		393 408	74 451	318 957	540 137	221 180	40.95
Comptes de Régularisation	Frais d'émission d'emprunt à étaler (IV)						
	Primes de remboursement des obligations (V)						
	Ecart de conversion actif (VI)						
TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV+V+VI)		2 320 364	1 249 159	1 071 205	1 490 185	418 980	28.12

(1) Dont droit au bail
(2) Dont à moins d'un an
(3) Dont à plus d'un an

BILAN PASSIF

PASSIF		Exercice N 30/09/2018 12	Exercice N-1 30/09/2017 12	Ecart N / N-1	
				Euros	%
CAPITAUX PROPRES	Capital (Dont versé : 39 000)	39 000	39 000		
	Primes d'émission, de fusion, d'apport				
	Ecarts de réévaluation				
	Réserves				
	Réserve légale	3 900	3 900		
	Réserves statutaires ou contractuelles				
	Réserves réglementées				
	Autres réserves	322 441	322 441		
	Report à nouveau	139 224	139 224		
	Résultat de l'exercice (Bénéfice ou perte)	146 337	36 941	183 278	496.14
AUTRES FONDS PROPRES	Subventions d'investissement				
	Provisions réglementées				
	Total I	358 227	541 505	183 278	33.85
	Produit des émissions de titres participatifs				
	Avances conditionnées				
	Total II				
PROVISIONS	Provisions pour risques				
	Provisions pour charges				
	Total III				
DETTES (I)	Dettes financières				
	Emprunts obligataires convertibles				
	Autres emprunts obligataires				
	Emprunts auprès d'établissements de crédit	20 590	33 395	12 805	38.34
	Concours bancaires courants	1 124	125	999	800.91
	Emprunts et dettes financières diverses	12 530	129 026	116 496	90.29
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours				
	Dettes d'exploitation				
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	607 599	646 411	38 812	6.00
	Dettes fiscales et sociales	71 135	137 534	66 399	48.28
Comptes de Régularisation	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
	Autres dettes		2 189	2 189	100.00
	Total IV	712 978	948 679	235 702	24.85
	Produits constatés d'avance (1)				
	Total V				
TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV+V)		1 071 205	1 490 185	418 980	28.12

(1) Dettes et produits constatés d'avance à moins d'un an

712 978 64 986

COMPTE DE RESULTAT

	Exercice N 30/09/2018 12			Exercice N-1 30/09/2017 12		Ecart N / N-1	
	France	Exportation	Total			Euros	%
Produits d'exploitation (1)							
Ventes de marchandises	1 594	9 495	11 089	6 000	5 089	84.82	
Production vendue de biens	669		669	518	151	29.07	
Production vendue de services	343 075	176 370	519 445	706 510	187 065	26.48	
Chiffre d'affaires NET	345 338	185 865	531 203	713 028	181 825	25.50	
Production stockée							
Production immobilisée			38 854	144 587	105 733	73.13	
Subventions d'exploitation				2 000	2 000	100.00	
Reprises sur dépréciations, provisions (et amortissements), transferts de charges			15 050	13 189	1 862	14.11	
Autres produits			2		2		
Total des Produits d'exploitation (I)			585 109	872 803	287 695	32.96	
Charges d'exploitation (2)							
Achats de marchandises			9 148	2 458	6 691	272.25	
Variation de stock (marchandises)							
Achats de matières premières et autres approvisionnements			16 223	12 926	3 297	25.50	
Variation de stock (matières premières et autres approvisionnements)			2 984	5 660	8 644	152.72	
Autres achats et charges externes *			282 781	326 167	43 385	13.30	
Impôts, taxes et versements assimilés			10 695	8 785	1 910	21.74	
Salaires et traitements			149 520	199 501	49 982	25.05	
Charges sociales			59 373	75 620	16 247	21.49	
Dotations aux amortissements et dépréciations							
Sur immobilisations : dotations aux amortissements			247 662	236 844	10 818	4.57	
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations							
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations			17 882		17 882		
Dotations aux provisions							
Autres charges			207	789	582	73.78	
Total des Charges d'exploitation (II)			790 506	868 750	78 244	9.01	
1 - Résultat d'exploitation (I-II)			205 397	4 054	209 451	NS	
Quotes-parts de Résultat sur opération faites en commun							
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)							
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)							

(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs
(2) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs

1 070
1 984

COMPTE DE RESULTAT

	Exercice N 30/09/2018 12	Exercice N-1 30/09/2017 12	Ecart N / N-1	
			Euros	%
Produits financiers				
Produits financiers de participations (3)				
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (3)				
Autres intérêts et produits assimilés (3)				
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Total V				
Charges financières				
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions				
Intérêts et charges assimilées (4)	1 346	2 309	963	41.70
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Total VI	1 346	2 309	963	41.70
2. Résultat financier (V-VI)	1 346	2 309	963	41.70
3. Résultat courant avant impôts (I-II+III-IV+V-VI)	206 743	1 745	208 488	NS
Produits exceptionnels				
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	1 070	29 863	28 793	96.42
Produits exceptionnels sur opérations en capital	1 500	15 952	14 452	90.60
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges				
Total VII	2 570	45 815	43 245	94.39
Charges exceptionnelles				
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	2 097	17 295	15 198	87.87
Charges exceptionnelles sur opérations en capital		14 740	14 740	100.00
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions				
Total VIII	2 097	32 035	29 938	93.45
4. Résultat exceptionnel (VII-VIII)	473	13 780	13 307	96.57
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise (IX)				
Impôts sur les bénéfices (X)	59 933	21 416	38 517	179.85
Total des produits (I+III+V+VII)	587 679	918 619	330 939	36.03
Total des charges (II+IV+VI+VIII+IX+X)	734 016	881 678	147 661	16.75
5. Bénéfice ou perte (total des produits - total des charges)	146 337	36 941	183 278	496.14

* Y compris : Redevance de crédit bail mobilier
: Redevance de crédit bail immobilier
(3) Dont produits concernant les entreprises liées
(4) Dont intérêts concernant les entreprises liées

Documents soumis au contrôle
du Commissaire aux Comptes

ANNEXE LEGALE

ANNEXE

SOMMAIRE

- REGLES ET METHODES COMPTABLES

page

Informations générales complémentaires	14
Informations complémentaires (CICE)	14

- COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU BILAN

Etat des immobilisations	15
Etat des amortissements	15
Etat des provisions	16
Etat des échéances des créances et des dettes	16
Composition du capital social	16
Autres immobilisations incorporelles	17
Evaluation des immobilisations corporelles	17
Evaluation des amortissements	17
Evaluation des matières et marchandises	17
Evaluation des créances et des dettes	17
Charges à payer	17
Charges et produits constatés d'avance	18

- ENGAGEMENTS FINANCIERS ET AUTRES INFORMATIONS

Identité des sociétés mères consolidant les comptes	18
---	----

NA = Non Applicable NS = Non significative

ANNEXE

Exercice du 01/10/2017 au 30/09/2018

- REGLES ET METHODES COMPTABLES -

(PCG Art. 831-I/1)

Informations générales complémentaires

La société GROUPE THOMANN-HANRY ainsi que ses filiales, détenues à 95% et plus, ont opté pour le régime d'intégration fiscale à compter du 1er octobre 2010. Le périmètre d'intégration fiscale est composé de la société GROUPE THOMMAN-HANRY, tête de groupe, ainsi que des filiales suivantes :

- SAS PAYEUX RESTAURATION
- SAS BELLE FRANCE ET BEAUX ARTS
- SAS THOMANN-HANRY
- SARL LAROCHE RESTAURATION
- SAS SARLAT PIERRES NATURELLES
- EURL THOMANN-HANRY DIVISION CARRIERES
- SAS ATELIERS DE BONNEUIL
- EURL T.H. COMPOSITES

Chaque filiale verse à la société GROUPE THOMANN-HANRY une somme égale à l'impôt qui aurait grevé son résultat et/ou sa plus-value nette à long terme de l'exercice si elle était imposée distinctement, déduction faite par conséquent de l'ensemble des droits à imputation dont elle aurait bénéficié en l'absence d'intégration.

Informations relatives au CICE

Il a été comptabilisé en déduction des frais de personnel un produit à recevoir relatif à l'application du CICE (crédit d'impôt compétitivité emploi) pour un montant de 8 697 €. Il s'agit d'une provision, le montant définitif ne pourra être déterminé qu'à la fin de l'année civile 2018. La société n'a demandé aucun préfinancement au titre de ce mécanisme.

- COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU BILAN -

ANNEXE

Exercice du 01/10/2017 au 30/09/2018

Etat des immobilisations

	Valeur brute début d'exercice	Augmentations	
		Réévaluations	Acquisitions
Installations techniques, Matériel et outillage industriel	1 734 489		10 747
Installations générales agencements aménagements divers	49 068		28 107
Matériel de transport	89 509		10 400
Matériel de bureau et informatique, Mobilier	9 178		608
TOTAL	1 882 244		49 862
TOTAL GENERAL	1 882 244		49 862

	Diminutions		Valeur brute en fin d'exercice	Réévaluation Valeur d'origine fin exercice
	Poste à Poste	Cessions		
Installations techniques, Matériel et outillage industriel		4 150	1 741 086	1 741 086
Installations générales agencements aménagements divers			77 175	77 175
Matériel de transport		1 000	98 909	98 909
Matériel de bureau et informatique, Mobilier			9 786	9 786
TOTAL		5 150	1 926 957	1 926 957
TOTAL GENERAL		5 150	1 926 957	1 926 957

Etat des amortissements

Situations et mouvements de l'exercice	Montant début d'exercice	Dotations de l'exercice	Diminutions Reprises	Montant fin d'exercice
Installations techniques, Matériel et outillage industriel	827 757	237 395	4 150	1 061 002
Installations générales agencements aménagements divers	14 054	4 945		18 999
Matériel de transport	81 207	5 194	1 000	85 401
Matériel de bureau et informatique, Mobilier	9 178	128		9 306
TOTAL	932 196	247 662	5 150	1 174 708
TOTAL GENERAL	932 196	247 662	5 150	1 174 708

Ventilation des dotations de l'exercice	Amortissements linéaires	Amortissements dégressifs	Amortissements exceptionnels	Amortissements dérogatoires	
				Dotations	Reprises
Instal.techniques matériel outillage indus.	237 395				
Instal.générales agenc.aménag.divers	4 945				
Matériel de transport	5 194				
Matériel de bureau informatique mobilier	128				
TOTAL	247 662				
TOTAL GENERAL	247 662				

ANNEXE

Exercice du 01/10/2017 au 30/09/2018

Etat des provisions

Provisions pour dépréciation	Montant début d'exercice	Augmentations Dotations	Diminutions Montants utilisés	Diminutions Montants non utilisés	Montant fin d'exercice
Sur comptes clients	56 569	17 882			74 451
TOTAL	56 569	17 882			74 451
TOTAL GENERAL	56 569	17 882			74 451
Dont dotations et reprises d'exploitation		17 882			

Etat des échéances des créances et des dettes

Etat des créances	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
Clients douteux ou litigieux	87 603	87 603	
Autres créances clients	151 244	151 244	
Personnel et comptes rattachés	86	86	
Taxe sur la valeur ajoutée	79 204	79 204	
Divers état et autres collectivités publiques	9 884	9 884	
Groupe et associés	42 551	42 551	
Débiteurs divers	14 119	14 119	
Charges constatées d'avance	3 892	3 892	
TOTAL	388 584	388 584	

Etat des dettes	Montant brut	A 1 an au plus	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans
Emprunts et dettes ets crédit à 1 an maximum à l'origine	1 124	1 124		
Emprunts et dettes ets crédit à plus de 1 an à l'origine	20 590	20 590		
Fournisseurs et comptes rattachés	607 599	607 599		
Personnel et comptes rattachés	20 862	20 862		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	15 368	15 368		
Taxe sur la valeur ajoutée	29 927	29 927		
Autres impôts taxes et assimilés	4 979	4 979		
Groupe et associés	12 530	12 530		
TOTAL	712 978	712 978		
Emprunts remboursés en cours d'exercice	12 805			

Composition du capital social

(PCG Art. 831-3 et 832-13)

Différentes catégories de titres	Valeurs nominales en euros	Nombre de titres			
		Au début	Créés	Remboursés	En fin
Actions	100.0000	390			390

ANNEXE

Exercice du 01/10/2017 au 30/09/2018

Autres immobilisations incorporelles

(Code du Commerce Art. R 123-186)

Les brevets, concessions et autres valeurs incorporelles immobilisées ont été évalués à leur coût d'acquisition, mais à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition.

Evaluation des immobilisations corporelles

La valeur brute des éléments corporels de l'actif immobilisé correspond à la valeur d'entrée des biens dans le patrimoine compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, mais à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition.

Evaluation des amortissements

Les méthodes et les durées d'amortissement retenues ont été les suivantes :

Catégorie	Mode	Durée
Constructions	Linéaire	10 à 50 ans
Agencements et aménagements	Linéaire	10 à 20 ans
Installations techniques	Linéaire	5 à 10 ans
Matériels et outillages	Linéaire	5 à 10 ans
Matériel de transport	Linéaire	4 à 5 ans
Matériel de bureau	Linéaire	5 à 10 ans
Mobilier	Linéaire	5 à 10 ans

Evaluation des matières et marchandises

(PCG Art. 831-2)

Les matières et marchandises ont été évaluées à leur coût d'acquisition selon la méthode du coût d'achat moyen pondéré.

Les frais de stockage n'ont pas été pris en compte pour l'évaluation des stocks.

Evaluation des créances et des dettes

Les créances et dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Charges à payer

Montant des charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan	Montant
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	84
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	62 913
Dettes fiscales et sociales	23 694
Total	86 691

ANNEXE

Exercice du 01/10/2017 au 30/09/2018

Charges et produits constatés d'avance

Charges constatées d'avance	Montant
Charges d'exploitation	3 892
Total	3 892

- ENGAGEMENTS FINANCIERS ET AUTRES INFORMATIONS -

Identité des sociétés mères consolidant les comptes

(PCG Art. 831-3)

Dénomination sociale	Forme	Capital	Siège social
GROUPE THOMMAN HANRY	SAS	1 933 250	Chemin de Malaric - UZES

ATELIERS DE BONNEUIL ET DU PONT DU GARD

Société par actions simplifiée

Au capital de 39 000,00 euros

Siège social : 7 Chemin de la Piste – 95500 Bonneuil en France

RCS de PONTOISE n° 432 509 362

PROCES-VERBAL DE L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE ANNUELLE DU 29 MARS 2019

L'AN DEUX MILLE DIX-NEUF ET LE VINGT-NEUF MARS à 09 HEURES 30

Les associés de la Société ATELIERS DE BONNEUIL ET DU PONT DU GARD se sont réunis en assemblée générale ordinaire, Chemin de Malaric, Pont des Charrettes à Uzès (30700), sur convocation faite par le Président.

Conformément aux dispositions statutaires, il a été établi une feuille de présence signée par les associés présents.

Monsieur Vincent GUILLEMIN, du cabinet 3G GUILLEMIN & Associés, Commissaire aux comptes titulaire, régulièrement convoqué, est absent et excusé.

Monsieur Hervé THOMANN, préside la séance.

La feuille de présence, certifiée sincère et véritable par le Président de la Séance permet de constater que tous les associés sont présents.

Le Président constate que l'assemblée générale, régulièrement constituée, peut valablement délibérer.

Le Président dépose sur le bureau et met à la disposition des associés :

- la feuille de présence à l'assemblée ;
- la copie et le récépissé postal de la lettre de convocation adressée au Commissaire aux comptes ;
- les comptes annuels ;
- le rapport du Président ;
- les rapports du Commissaires aux comptes ;
- le texte des projets de résolutions.

Puis le Président déclare que son rapport, les textes des projets de résolutions proposées, le rapport du Commissaire aux comptes ainsi que tous les autres documents et renseignements prévus par la loi et les règlements ont été tenus à la disposition des associés, au siège social, à compter de la convocation de l'assemblée et que la Société a fait droit aux demandes de documents qui lui ont été adressées.

L'assemblée lui donne acte de cette déclaration.

Le Président rappelle ensuite que l'assemblée est appelée à statuer sur l'ordre du jour suivant :

- Rapport de gestion du Président au titre de l'exercice clos le 30 septembre 2018 ;
- Rapport du Commissaire aux comptes sur les comptes de l'exercice clos le 30 septembre 2018 ;
- Rapport spécial du Commissaire aux comptes sur les conventions visées à l'article L 227-10 du Code de commerce et approbation de ces conventions ;
- Approbation des comptes annuels de l'exercice clos le 30 septembre 2018 et quitus au Président ;
- Affectation du résultat ;
- Renouvellement du mandat du Commissaire aux comptes titulaire ;
- Remplacement du Commissaire aux comptes suppléant ;
- Pouvoirs en vue des formalités.

Le Président donne lecture de son rapport, des rapports du Commissaire aux comptes et de l'exposé des motifs des projets de résolutions présentés.

Cette lecture terminée, le Président ouvre la discussion.

Un débat s'instaure entre les associés. Personne ne demandant plus la parole, le Président met successivement aux voix les résolutions suivantes :

PREMIERE RESOLUTION - Approbation des comptes

L'assemblée générale, après avoir entendu la lecture du rapport de gestion du Président et du rapport général du Commissaire aux comptes, approuve les comptes annuels de l'exercice clos le 30 septembre 2018 tels qu'ils ont été présentés, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes ou résumées dans ces rapports.

En conséquence, elle donne au Président quitus entier et sans réserve de l'exécution de son mandat pour ledit exercice.

L'assemblée générale prend acte que les comptes de l'exercice écoulé ne prennent pas en charge de dépenses non déductibles du résultat fiscal, visées à l'article 39, 4 du Code général des impôts.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité

DEUXIEME RESOLUTION - Affectation du résultat - Distribution de dividendes **Affectation du résultat**

L'assemblée générale décide d'affecter la perte de l'exercice s'élevant (146 337) euros de la manière suivante :

1. Origine

- Résultat déficitaire de l'exercice : (146 337) euros.

2. Affectation

- Au report à nouveau, pour la totalité, soit (146 337) euros.
- Solde du report à nouveau, après affectation sera de (7 113) euros.

3. Rappel des dividendes distribués

L'assemblée générale prend acte de ce que les sommes distribuées à titre de dividendes, au titre des trois précédents exercices, ont été les suivantes :

Exercice concerné	Montant
Au 30 septembre 2017	36 941 euros
Au 30 septembre 2016	126 271 euros
Au 30 septembre 2015	0 euros

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité

TROISIEME RESOLUTION - Conventions réglementées

L'assemblée générale, après avoir entendu la lecture du rapport spécial du Commissaire aux comptes sur les conventions relevant de l'article L 227-10 et suivants du Code de commerce, approuve les conclusions dudit rapport et les conventions qui y sont mentionnées.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité

QUATRIEME RESOLUTION - RENOUELEMENT DU MANDAT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES TITULAIRE

Le mandat de Monsieur Vincent GUILLEMIN, Commissaire aux comptes titulaire, étant arrivé à expiration, l'assemblée générale décide de le renouveler pour une nouvelle période de six exercices, soit pour une durée venant à expiration à l'issue de l'assemblée appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos en 2024.

L'assemblée générale reconnaît avoir eu connaissance du fait que les Commissaires aux comptes ne sont intervenus dans aucune opération d'apport ou de fusion intéressant la Société ou les sociétés contrôlées au cours des deux derniers exercices.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité

CINQUIEME RESOLUTION - REMPLACEMENT D'UN COMMISSAIRE AUX COMPTES SUPPLEANT

Le mandat de Monsieur Bruno BOUSSIOUX, Commissaire aux comptes suppléant, arrivant à expiration lors de la présente assemblée, l'assemblée générale décide de le remplacer par Monsieur Dominique LAGANNE, dont le siège est fixé au 3 rue RENE MARTRENCAR - 33150 CENON pour une période de six exercices, soit pour une durée venant à expiration à l'issue de l'assemblée appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos en 2024.

L'assemblée générale reconnaît avoir eu connaissance du fait que les Commissaires aux comptes ne sont intervenus dans aucune opération d'apport ou de fusion intéressant la Société ou les sociétés contrôlées au cours des deux derniers exercices.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité

SIXIEME RESOLUTION - DELEGATION DE POUVOIR

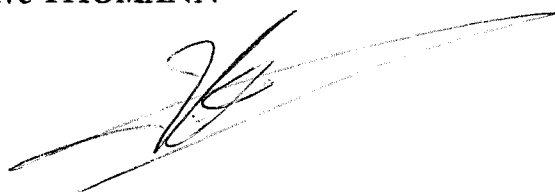
L'assemblée générale délègue tous pouvoirs au porteur d'une copie ou d'un extrait des présentes à l'effet d'accomplir toutes les formalités légales.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité

L'ordre du jour étant épuisé et personne ne demandant plus la parole, le Président déclare la séance levée à 10h00.

De tout ce que dessus il a été dressé le présent procès-verbal qui, après lecture, a été signé par le Président de l'assemblée

Le Président de la séance
Monsieur Hervé THOMANN

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'HT' or similar initials, followed by a long horizontal stroke.

ATELIERS DE BONNEUIL ET DU PONT DU GARD

Société par actions simplifiée

Au capital de 39 000,00 euros

Siège social : 7 Chemin de la Piste – 95500 Bonneuil en France

RCS de PONTOISE n° 432 509 362

RAPPORT DE GESTION SUR LES OPERATIONS DE L'EXERCICE CLOS LE 30 SEPTEMBRE 2018

Chers associés,

Nous vous avons réunis en assemblée générale ordinaire en application des statuts et de l'article L.227-9 du Code de commerce pour vous rendre compte de l'activité de la Société au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2018, des résultats de cette activité et des perspectives d'avenir, et soumettre à votre approbation le bilan et les comptes annuels dudit exercice.

Nous vous rappelons que les convocations à la présente assemblée vous ont été régulièrement adressées ainsi que tous les documents prévus par les statuts.

SITUATION ET ACTIVITE DE LA SOCIETE

Nous vous rappelons que notre société a pour activité l'acquisition, la vente, la location, la fabrication, la maintenance, la transformation, l'évolution de brevets et de tous matériels roulants et autres. Elle travaille principalement avec des sociétés du groupe, dès lors, les variations d'activité de celles-ci ont un impact significatif sur le chiffre d'affaires.

La répercussion sur notre activité des difficultés rencontrées par les sociétés du groupe, et notamment la société THOMANN-HANRY SAS, se constate au titre de l'exercice écoulé. Notre société enregistre une perte significative de son chiffre d'affaires à hauteur de 181 825 euros entre les deux exercices. Elle a réalisé un chiffre d'affaires de 531 203 euros au 30 septembre 2018, contre 713 028 euros sur l'exercice précédent.

En parallèle, on constate une baisse des charges d'exploitation que l'on retrouve principalement aux postes « Autres achats et charges externes » et « Salaires et traitements ». Elles s'élèvent à 790 506 euros au 30 septembre 2018, contre 868 750 euros au 30 septembre 2017. Il en résulte un résultat d'exploitation de (205 397) euros.

L'exercice se solde par une perte de (146 337) euros.

Le remboursement des emprunts bancaires se poursuit mais la santé financière de notre société se fragilise.

Notre société a signé une convention d'animation et de prestation de services avec sa société mère, la SAS GROUPE THOMANN-HANRY, en date du 1^{er} janvier 2015.

En application de cette convention, la SAS GROUPE THOMANN-HANRY s'engage à définir les orientations stratégiques du groupe et à en assurer sa mise en œuvre. Ainsi, elle s'engage à mettre en œuvre les moyens humains et matériels nécessaires à la conduite de la politique du groupe. Notre société s'engage à appliquer et respecter les directives relatives à la stratégie du groupe afin de respecter les objectifs définis.

Au titre de l'exercice écoulé, dans le cadre de la stratégie de développement du groupe, la SAS GROUPE THOMANN-HANRY a assisté ses filiales en matière commerciale, notamment en travaillant leur positionnement sur leur marché, afin de faire face à la concurrence et développer la clientèle.

EVENEMENTS INTERVENUS DEPUIS LA CLOTURE DE L'EXERCICE

Il convient de souligner qu'aucun événement important n'est survenu entre la date de la clôture de l'exercice et la date à laquelle le rapport est établi.

ACTIVITES EN MATIERE DE RECHERCHE ET DE DEVELOPPEMENT

Il est précisé en application de l'article L 232-1 du Code de commerce, que la Société n'a effectué aucune activité de recherche et de développement au cours de l'exercice écoulé.

EVOLUTION PREVISIBLE DE LA SITUATION DE LA SOCIETE ET PERSPECTIVES D'AVENIR

Nous poursuivons nos efforts pour développer notre clientèle extérieure aux sociétés du groupe.

INFORMATION SUR LES DELAIS DE PAIEMENT

En application des dispositions du Code de commerce, la décomposition des délais de paiement de nos fournisseurs et clients doit être mentionnée conformément aux modèles établis par l'arrêté du 20 mars 2017, à savoir :

- les factures reçues et émises non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu,
- les factures reçues et émises ayant connu un retard de paiement au cours de l'exercice.

La décomposition n'a pu être établie.

EXPOSE SUR LES RESULTATS ECONOMIQUES ET FINANCIERS

Au titre de l'exercice clos le 30 septembre 2018 :

- Le chiffre d'affaires H.T. s'est élevé à 531 203 euros contre 713 028 euros au titre de l'exercice précédent, soit une variation de 25,50 % ;
- Le total des produits d'exploitation s'élève à 585 109 euros contre 872 803 euros au titre de l'exercice précédent, soit une variation de 32,96 % ;
- Les charges d'exploitation de l'exercice se sont élevées à 790 506 euros contre 868 750 euros au titre de l'exercice précédent, soit une variation de 9,01 % ;
- Le résultat d'exploitation ressort à (205 397) euros contre 4 054 euros au titre de l'exercice précédent ;
- Le montant des traitements et salaires s'élève à 149 520 euros contre 199 501 euros au titre de l'exercice précédent, soit une variation de 25,05 % ;
- Le montant des charges sociales s'élève à 59 373 euros contre 75 620 euros au titre de l'exercice précédent, soit une variation de 21,49 % ;
- L'effectif salarié moyen s'élève à 5, au même titre que l'exercice précédent.

Il est précisé que la Société a supporté des dépenses de travail intérimaire qui se sont élevées à 4 497 euros.

Compte tenu d'un résultat financier de (1 346) euros contre (2 309) euros au titre de l'exercice précédent, le résultat courant avant impôt de l'exercice ressort à (206 743) euros contre 1 745 euros pour l'exercice précédent.

Compte tenu des éléments ci-dessus, du résultat exceptionnel de 473 euros contre 13 780 euros au titre de l'exercice précédent, de l'impôt sur les bénéfices de (59 933) euros, le résultat de l'exercice se solde par une perte de (146 337) euros contre un bénéfice de 36 941 euros au titre de l'exercice précédent.

Au 30 septembre 2018, le total du bilan de la Société s'élevait à 1 071 205 euros contre 1 490 185 euros pour l'exercice précédent, soit une variation de 28,12 %.

PRESENTATION DES COMPTES ANNUELS

Les comptes annuels de l'exercice clos le 30 septembre 2018 que nous soumettons à votre approbation ont été établis conformément aux règles de présentation et aux méthodes d'évaluation prévues par la réglementation en vigueur.

AFFECTATION DU RESULTAT

Nous vous proposons d'affecter la perte de l'exercice s'élevant à (146 337) euros de la manière suivante :

1. Origine

- Résultat déficitaire de l'exercice : (146 337) euros.

2. Affectation

- Au report à nouveau, pour la totalité, soit (146 337) euros.
- Solde du report à nouveau, après affectation serait de (7 113) euros.

3. Rappel des dividendes distribués

Conformément aux dispositions de l'article 243 bis du Code général des impôts, nous vous rappelons que les sommes distribuées à titre de dividendes, pour les trois exercices précédents, ont été les suivantes :

Exercice concerné	Montant
Au 30 septembre 2017	36 941 euros
Au 30 septembre 2016	126 271 euros
Au 30 septembre 2015	0 euros

DEPENSES NON DEDUCTIBLES FISCALEMENT

Conformément aux dispositions des articles 223 quater et 223 quinquies du Code général des impôts, nous vous précisons que les comptes de l'exercice écoulé ne prennent pas en charge de dépenses non déductibles du résultat fiscal.

CONVENTIONS REGLEMENTEES

Nous allons maintenant vous donner lecture du rapport général de votre Commissaire aux comptes et de son rapport spécial sur les conventions visées aux articles L 227-10 et suivants du Code de commerce.

En application des dispositions de l'article L 227-10 du Code de commerce, il est rappelé les dernières conventions intervenues entre la Société et son associée unique et qui doivent être mentionnées sur le registre des décisions de l'associée unique :

- Convention conclue le 1^{er} janvier 2015 entre la SAS GROUPE THOMANN-HANRY et la société. Objet : Convention d'animation et de prestations de services. La somme de 116 749 euros a été versée au titre de l'exercice en application de cette convention.
- Convention de compte courant et de trésorerie entre la SAS GROUPE THOMANN-HANRY et la société conclue le 20 septembre 2013. Le solde du compte courant est nul à la clôture de l'exercice.
- Convention entre la SAS THOMANN-HANRY et la Société. Objet : Convention de mise à disposition de salariés.

RENOUVELLEMENT DU MANDAT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES TITULAIRE

Le mandat de Monsieur Vincent GUILLEMIN, Commissaire aux comptes titulaire, arrivant à expiration lors de la présente assemblée, nous vous proposons de le renouveler dans ses fonctions pour une nouvelle période de six exercices, soit pour une durée venant à expiration à l'issue de l'assemblée appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos en 2024.

REMPLACEMENT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUPPLEANT

Le mandat de Monsieur Bruno BOUSSIOUX, Commissaire aux comptes suppléant, arrivant à expiration lors de la présente assemblée, nous vous proposons de le remplacer par Monsieur Dominique LAGANNE, dont le siège est fixé au 3 rue RENE MARTRENCAR - 33150 CENON pour une période de six exercices, soit pour une durée venant à expiration à l'issue de l'assemblée appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos en 2024.

La Présidente

SAS GROUPE THOMANN-HANRY

Représentée par Monsieur Hervé THOMANN, Directeur Général

